



APPEL A LA NATION POUR DES ELECTIONS APAISEES

La politique est généralement définie comme étant l'Art de gouverner la cité. Le gouvernement sénégalais se doit donc de gérer, de sécuriser et de protéger les intérêts communs.

Cependant, ce dernier semble faillir à sa mission. En faisant un survol de l'actualité sénégalaise, nous pouvons remarquer les faits divers qui alimentent la presse nationale.

D'emblée, l'actualité fait froid dans le dos dans bien des domaines, attirant les regards de plus d'un.

En effet, l'image du Sénégal s'est ternie suite aux multiples cas de viol dénombrés en 2017 et déjà notés au courant de cette année, les agressions de tous bords et plus récemment, les cas d'enlèvements répétitifs d'enfants, pour ne citer que ceux-là.

A cet effet, nous pouvons nous poser la question de savoir quelles sont les principales causes de cette dépravation des valeurs qui a atteint un niveau sans précédent dans l'histoire du Sénégal. L'une des principales causes étant sans aucun doute l'augmentation du taux de chômage.

Nous savons tous que plus de la moitié de la population sénégalaise est jeune avec une moyenne d'âge de 18 ans. Le taux de chômage des jeunes âgés de 15 ans et plus a été évalué à 10,8% en 2017 ; un chiffre alarmant.

Les jeunes, face aux pesantes charges familiales, valent entre délinquance et banditisme, les poussant ainsi à la consommation de diverses drogues et de l'alcool, à la quête d'un avoir facile, ce qui les conduit sans nul doute à la débauche et à la dérive.

En scrutant les pages de la presse quotidienne, les faits marquants sont les nombreux cas de viol perpétrés, les agressions, les crimes et aussi des faits notés jusque dans le milieu politique. En matière de sécurité, 333 419 individus dont 302 étrangers ont été interpellés par les services du ministère de l'intérieur. 15 nouveaux commissariats à Dakar et à l'intérieur du pays ont été ouverts, d'après le rapport sur les résultats d'activité sur la sécurité de 2017.

Les hommes politiques, devant de se battre pour les intérêts communs, à savoir ceux du peuple, se battent entre eux pour des fins strictement personnelles, malheureusement.

Le cas de l'Assemblée Nationale en est un exemple : des bagarres par ici et des insultes par là, ce qui n'honore point l'image du Sénégal.

Nous entendons souvent parler d'ennemis ou d'adversaires politiques ou pires, de détenus politiques. La Loi du Talion est d'actualité dans le champ politique: œil pour œil, dent pour dent. Si les élites de la nation se comportent de cette façon, qu'en sera-t-il de ceux qu'ils gouvernent ?

Aujourd'hui, la situation s'est empirée. Craignant l'irréparable, ADHA appelle à un dialogue politique sincère qui permettrait d'aboutir à un consensus, ce qui serait une avancée pour la sécurité des prochaines échéances.

Ainsi, à environ onze (11) mois de la prochaine élection présidentielle, ADHA, soucieuse de la consolidation de la démocratie, de l'état de droit ainsi que de la stabilité du pays, en appelle à la bonne volonté de tous.

ADHA qui rappelle que le principe de la République est le : « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple » qui est aussi la définition de la démocratie telle que stipulé par l'article 2 de la constitution, lance un appel au dépassement à toute la classe politique et recommande vivement :

- ❖ **A toutes les parties à la retenue et à la concertation afin d'avoir un consensus sur le processus électoral, conformément aux dispositions du Protocole additionnel de la CEDEAO sur la gouvernance et la démocratie ;**
- ❖ **A la population de cesser les casses et a détérioration des biens publics ; à la retenue ;**
- ❖ **Au Chef de l'Etat de jouer son rôle en prenant de la hauteur et en étant impartial ;**
- ❖ **Aux différents candidats de préparer et d'aller à l'élection présidentielle dans la paix et la sérénité;**
- ❖ **Au gouvernement de veiller à la liberté d'expression, à la transparence et à la régularité des élections ;**
- ❖ **Au respect des institutions ;**
- ❖ **A la société civile, à la CEDEAO et à la Communauté Internationale d'accompagner le Sénégal jusqu'au terme du processus électoral ;**
- ❖ **Aux médias, un traitement équilibré de l'information et d'éviter toute diffusion qui irait à l'encontre de la Paix et de la stabilité nationale.**

Action pour les Droits Humains et l'Amitié lance enfin un appel solennel aux familles religieuses qui constituent des régulateurs sociaux, de continuer à prier pour un Sénégal de Paix.

ADHA demande au gouvernement de surseoir à l'examen du projet de loi sur le parrainage et à l'opposition de suspendre toute manifestation allant dans ce sens, afin de créer les conditions d'un dialogue sincère et constructif autour des points en désaccord.

Fait à Dakar, le 09 Avril 2018.

Mr DIOUF membre cellule communication ADHA